

Concours section : SA Commun Interne Classe Normale

Epreuve matière : Cas pratique

N° Anonymat : L241A111003905 Nombre de pages : 4

Epreuve - Matière : ...SAENES... - CAS PRATIQUE... Session : ...2024...

**CONSIGNES**

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuillet officiel, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Remplir soigneusement le cadre relatif au concours OU à l'examen qui vous concerne.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuillet officiel.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) sur le nombre total de pages que comporte la copie (y compris les pages vierges).
- Placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre de numérotation des pages.

marianne

liberté

égalité

fraternité

Direction générale de l'économie,  
de l'emploi, du travail et des  
solidarités

à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Préfecture de \_\_\_\_\_  
Monsieur ou Madame le Préfet \_\_\_\_\_  
de la lutte contre le chômage au niveau  
des territoires.

Note de présentation à l'attention de Monsieur ou  
Madame le Préfet  
(s/c de la voie hiérarchique)

Objet = La réforme du Service Public de l'emploi (SPE) : France Travail.

Références = - Article L5311-1 du code du travail

- Loi du 13 Février 2008

- Commission des affaires sociales sur le projet de la loi

.1. / 4..

- de finances, pour 2023, tome III, travail et emploi.
- loi du 18 Décembre 2023 pour le plein emploi.
- Extraits de sites internet : [service-public.fr](http://service-public.fr)  
[vie-public.fr](http://vie-public.fr)  
[pole-emploi.fr](http://pole-emploi.fr) "pôle emploi devient France Travail"  
[travail-emploi.gouv.fr](http://travail-emploi.gouv.fr)  
[banquedesterritoires.fr](http://banquedesterritoires.fr)
- Les echos
- Extrait du rapport de synthèse de la concertation : Mission de préfiguration France Travail.

Depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2024, Pôle Emploi devient France Travail. Sous le quinquennat du Président Monsieur Emmanuel Macron, la réforme consacrée au Service Public de l'Emploi vise à réduire le taux de chômage en France.

En effet, le changement du nom de la structure Pôle Emploi renvoi à une approche plus généralisée et territoriale du monde du travail.

Au travers des différents aspects, France Travail permettrait aux acteurs concernés de faciliter leur insertion dans le monde du travail tout en respectant leurs profils.

Dans cette note nous aborderons dans un premier temps l'organisation du service public de l'Emploi avec son fonctionnement, ses différents acteurs ainsi que ses objectifs (I). Pour ensuite, nous pencher sur la réforme France Travail, avec ses attendus et ses limites, ainsi que les mesures mises en œuvres pour favoriser l'emploi (II).

I. Nous allons aborder l'organisation du Service Public de l'Emploi.

Le regroupement de plusieurs acteurs en lien avec l'emploi définissent le Service Public à l'emploi. Qu'ils soient publics ou privés, ils permettent aux demandeurs un accès à l'emploi et à la formation professionnelle.

Il est constitué des acteurs de l'État, de France Travail (autrefois

(AFPA et l'Unédic)

Pôle emploi), et d'autres acteurs. D'après l'article L5311-1 du code du travail il a pour principales missions : l'accueil, l'orientation, la recherche d'emploi, la formation ainsi que l'aide à l'insertion dans le monde du travail. Il s'étend sur tout le territoire français, ce qui lui permet de s'adapter tant au niveau local que départemental, il peut aussi aller au delà c'est-à-dire régional voire national.

Le but premier de cet organisme est de réduire le taux de chômage et de faciliter l'insertion dans le monde du travail.

Les personnes concernées sont toutes les personnes en recherche d'un emploi, mais aussi les entreprises en recherches de salariés, apprentis etc.

Les acteurs du SPE vont accompagner ces derniers dans leurs recherches que ce soit en passant par la confection du dossier (CV, lettre de motivation) mais aussi dans la prospection d'offres d'emplois correspondant au profil du demandeur, de formations en interne ou externe.

Un suivi par un conseiller est alors mis en place pour aider à trouver l'emploi désiré.

Lors de cette recherche d'emploi, une indemnité est alors versée aux personnes en recherche d'emploi par les acteurs du Service public de l'emploi. Il a une durée limitée en fonction des profils.

II. Nouvelles perspectives, nouvelle réforme: France Travail a vu le jour le 1<sup>er</sup> Janvier 2024.

Le manque de dynamisme<sup>et</sup> de suivi ressenti auprès des effectifs de Pôle Emploi visait à une revisite des services de l'aide à l'insertion de l'emploi en France. En effet, cette réforme vise à moderniser et recentrer le travail des conseillers et des autres acteurs pour réduire le taux de chômage de 5% d'ici 2027.

Les attendus de cette nouvelle réforme sont pour les demandeurs: l'orientation cohérente vers un emploi qui correspond aux compétences au travers d'un diagnostic. La recherche d'emploi avec l'aide d'un conseiller, via un engagement des deux parties, en respectant les droits et les devoirs de chacun. L'accompagnement des personnes en situation de handicap en leur proposant un métier adapté.

Mais aussi, les attendus concernent les entreprises: en leur proposant une proximité plus importante afin de définir leurs besoins, les accompagner dans leurs recherches de candidats, en faisant, par

exemple, découvrir leurs métiers.

Cette nouvelle réforme vise donc la recherche d'emploi pour les demandeurs, les personnes ayant le RSA, les jeunes mais aussi offrir un meilleur emploi aux handicapés. Ils souhaitent tenir compte de chaque profil, en lien avec les personnes ayant un parcours professionnel, leurs savoir-être et savoir-vivre.

Une proposition de nouveau réseau émane de Monsieur Guilluy Thibaut, haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises.

Pour cette nouvelle réforme "France Travail", il regroupe différents organismes administratifs afin de faciliter les démarches, la recherche d'emploi. Toujours dans le but d'accueillir au mieux les demandeurs et entreprises, de prospecter et les mettre en relation entre ces deux derniers.

De contrôler la recherche afin de continuer les indemnités.

Plusieurs acteurs pilotent ce projet :

- 5 représentants de l'État
- 5 représentants des organisations syndicales des salariés
- 5 représentants des organisations professionnelles
- 1 personnalité qualifiée désignée par le ministre de l'emploi
- 1 représentant des régions
- 1 représentant des autres collectivités territoriales
- 1 contrôleur général économique et financier

Antoine DULIN soulève quelques limites à ce dispositif comme les baisses des aides allouées, la généralisation des accompagnements, le budget engagé par l'État pour ces changements, ainsi qu'un portefeuille des accompagnés trop large.

Le "Réseau pour l'emploi", recherche de la proximité et des aides supplémentaires. Les 3 opérateurs France Travail, valorisent ensemble l'accueil, l'orientation, l'accompagnement, le placement sur des offres adaptés des demandeurs d'emploi et personnes en difficultés, mais aussi les besoins des entreprises.

Ils sont : France Travail (anciennement Pôle Emploi), les missions locales avec France Travail Jeunes et CAP emploi avec France Travail Handicap.

Ils sont gouvernés par l'État, les collectivités et les partenaires sociaux.

Les compétences de chacun seront mises en avant pour aider au mieux les demandeurs

Secrétaire administratif X \_\_\_\_\_